

Protocole d'accord du 24 juillet 2023
relatif aux minima garantis des journalistes professionnels
de la presse d'information

NOR : ASET2350979M

IDCC : 1480

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNPS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

F3C CFDT ;

FO SNEP ;

Solidaires SNJ,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Lors de la réunion paritaire du 12 juillet 2023, la FNPS a présenté le bilan social annuel 2023 portant sur les données de 2022 à l'ensemble des partenaires sociaux représentatifs des salariés sur les champs d'application couverts par la convention collective nationale de travail des employés, techniciens agents de maîtrise, et cadres de la presse d'information spécialisée (IDCC 3230) et de la convention collective nationale des journalistes professionnels (IDCC 1480).

À cette occasion, les partenaires sociaux ont abordé les évolutions du Smic intervenues depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023 des derniers minima des employés, techniciens agents de maîtrise et cadres d'une part, et d'autre part des journalistes professionnels de la presse d'information spécialisée.

Constatant que ces grilles de minima garantis sont d'un niveau inférieur au Smic en vigueur, les organisations syndicales représentatives et la FNPS ont décidé de faire évoluer les minima journalistes professionnels et mettre œuvre la grille en annexe du présent accord à compter du 1^{er} octobre 2023.

Par ailleurs, et dans la continuité de l'accord conclu le 4 novembre 2022, les partenaires sociaux du secteur de la presse d'information spécialisée ont estimé essentiel de maintenir le dialogue social et ont décidé de se réunir la semaine 41 afin de prévoir une nouvelle revalorisation de la grille. La FNPS s'étant engagé à ce que cette dernière soit uniforme sur l'ensemble des niveaux afin d'en éviter un effet d'écrasement.

Entrée en vigueur et extension

La nouvelle grille des minima garantis en annexe du présent accord entre en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2023. Les parties conviennent par ailleurs que la FNPS saisira dans les meilleurs délais le ministre du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail, en vue de l'extension du présent accord.

Justifications de l'absence de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires considèrent que, la branche de la presse spécialisée étant composée d'une part non négligeable de petites et très petites entreprises, le présent accord a été négocié en tenant compte des intérêts spécifiques des entreprises de moins de 50 salariés, acteurs majeurs de la branche et à l'origine de sa diversité et de la réalité de son économie.

Fait à Paris, le 24 juillet 2023.

(Suivent les signatures.)

Annexe

Minima garantis journalistes professionnels de la presse d'information spécialisée pour un temps complet mensuel 151,67 heures

1^{er} octobre 2023.

(En euros.)

Qualification	Niveau	Salaires minimaux conventionnels
Directeur des rédactions Rédacteur en chef	185	2 795
Rédacteur en chef adjoint	160	2 453
Chef de service rédactionnel Secrétaire général de la rédaction	140	2 172
Premier secrétaire de rédaction Premier rédacteur graphiste Chef de rubrique Secrétaire de rédaction unique	133	2 081
Reporter-photographe Reporter-dessinateur Reporter Secrétaire de rédaction Rédacteur-rewriter Rédacteur réviseur Rédacteur graphiste	110	1 826
Rédacteur unique Rédacteur spécialisé	105	1 799
Rédacteur	100	1 773
Stagiaire 1 ^{re} et 2 ^e année	95	1 753

Barème de pige feuillet 1 500 signes (hors prime d'ancienneté, CP et 13^e mois) : 53,20 € bruts.